

3

La forme valeur et la monnaie

La genèse logique de la catégorie de monnaie à partir de celle de marchandise est un des succès dont Marx est le plus fier ; mais nous savons que, pour lui, l'essentiel est dans l'analyse de la forme valeur la plus simple, c'est-à-dire de l'échange de deux marchandises. Et il a parfaitement raison. Si une grande partie de son œuvre consacrée à la monnaie apparaît aujourd'hui vieillie, l'analyse radicale de l'origine de la monnaie à laquelle il se livre dans le chapitre I du *Capital* apparaît indispensable à qui veut comprendre le capitalisme. Nous allons commencer par résumer très rapidement ce développement, qui mérite pourtant un examen bien plus minutieux.

I. La forme équivalent

Que se passe-t-il en effet dans la forme valeur la plus simple, dans l'échange d'une quantité x de marchandises A contre la quantité y de marchandises B (« tant de mètres de toile s'échangent contre un habit », pour reprendre l'exemple de Marx) ?

L'important n'est pas tant ici le rapport d'égalité, symétrique :

$$xA = yB$$

mais le rapport polarisé :

$$xA \rightarrow yB$$

Le terme de gauche est la *forme relative*, le terme de droite la *forme équivalent*. Quelle signification qualitative ?

D'abord xA se dédouble de la valeur d'usage de A et se réduit de fait (et, nous l'avons vu plus haut, dans l'intention du producteur de A) en dépense cristallisée de travail en général. Mais, du même coup, la

marchandise B se trouve élevée à la majesté d'un représentant du travail universel : y/yB devient l'expression de la valeur de A, sa « valeur d'échange ». Non pas sa valeur proprement dite, mais son expression, et encore son expression locale, contingente. En plus, B a une valeur d'usage pour le producteur de A. Donc B a au moins deux valeurs d'usage (pour A) : celle qu'il tient de sa forme naturelle (par exemple : un habit) et celle qu'il tient de la capacité, indépendante de sa forme naturelle, à représenter, dans l'échange, la valeur de xA , à sanctionner, valider socialement le travail dépensé dans la production de xA !

Il découle donc de l'échange le plus simple une valeur d'usage potentielle de toutes les marchandises : servir d'équivalent aux autres, qui alors expriment leur valeur relativement à lui. L'histoire et la logique ² conduisent dès lors inévitablement à ce qu'une classe de marchandises particulière acquiert officiellement le statut d'équivalent général, celui dans lequel toutes les marchandises expriment leur valeur. Cela suppose que soit née, ou très subordonnée, la valeur d'usage inhérente à la forme naturelle (bovidée ou métallique) de la marchandise équivalente générale, en échange de quoi elle acquiert le monopole de l'échangeabilité immédiate, recherchée qu'elle devient en tant que représentante du travail universel dépensé n'importe où dans la division du travail. Cet équivalent général lui-même, que nous appellerons argent ou monnaie proprement dite, ne peut exprimer sa valeur que dans la série interminable de toutes les autres marchandises, c'est-à-dire dans son pouvoir d'achat.

Il est essentiel de comprendre que ce n'est pas seulement pour des raisons techniques, mais à cause du principe même de l'économie marchande, que la marchandise « élue » comme monnaie jouit de son mono-

1. Le lecteur qui se sera intéressé aux deux premiers sous-chapitres du chapitre I remarquera qu'en rompant la symétrie de l'égalité dans l'échange, en distinguant la forme relative et la forme équivalent, Marx résout dans un sens matérialiste le problème qui l'avait embarrassé dans la *Contribution*. C'est l'échange réel qui confère en effet à la marchandise servant d'équivalent cette propriété que « la valeur d'usage devient forme de manifestation de son contraire, la valeur d'échange », et que, de même, « le travail concret qui a produit l'habit, en servant simplement d'expression au travail humain indistinct, devient, quoique travail privé, travail sous forme sociale immédiate ».

2. Le problème de l'identité de la valeur d'échange et de la valeur d'usage ne se résout donc pas mystiquement dans la monnaie : « Il est déjà résolu. Dès qu'il est posé comme équivalent, l'habit n'a plus besoin de passeport pour constater son caractère de valeur. » Mais, naturellement, le problème n'est complètement résolu que si l'habit, lui, n'a pas besoin de figurer sous la forme relative. Le problème n'est donc socialement résolu que lorsqu'une marchandise acquiert le statut d'équivalent général, ce qui suppose qu'elle soit exclue de l'ordre des autres marchandises.

3. La possibilité et la nécessité logique de l'élection d'une marchandise particulière au statut d'équivalent général est montrée par Marx dans le chapitre I du *Capital* (voir la note précédente).

Mais le procès historique de cette élection est une autre affaire. C'est un véritable coup de force qui accompagne l'émergence du politique (de l'État, si on veut) dans les communautés où se stabilise la division sociale du travail. B. Guibern, reprenant les analyses freudienne et lacanienne, compare très justement ce mouvement d'élection-exclusion aux mythes d'élection du lien social sous forme de totem, qui président à la naissance de l'histoire.

pole³. Quand elles sont produites comme marchandises de façon systématique, c'est-à-dire comme travail dépensé de façon privée recherchant après coup sa validation sociale, les marchandises ne s'échangent pas contre des valeurs d'usages utiles au producteur, mais contre la *reconnaissance du travail abstrait qu'elles cristallisent*, donc contre une quantité équivalente du représentant du travail abstrait. Les marchandises ne s'échangent pas contre des marchandises quelconques, parce qu'elles ne sont pas produites pour satisfaire les besoins individuels particuliers de celui qui les produit ou de celui qui les achète, mais pour s'approprier une part du travail social en général.

L'échangeabilité immédiate de la monnaie a donc pour symétrique le caractère problématique, incertain, « périlleux », de la vente de toutes les autres marchandises.

« La forme d'échangeabilité immédiate et universelle n'indique pas le moins du monde au premier coup d'œil qu'elle est une forme polarisée, renfermant en elle des oppositions, et tout aussi inséparable de la forme contraire sous laquelle l'échange immédiat n'est pas possible que le rôle positif d'un des pôles d'un aimant l'est du rôle négatif de l'autre pôle. On peut donc s'imaginer qu'on a la facilité de rendre toutes les marchandises immédiatement échangeables, comme on peut se figurer que tous les catholiques peuvent être faits papes en même temps.

Cette impossibilité d'échange immédiat entre les marchandises est un des principaux inconvénients attachés à la forme actuelle de la production dans laquelle cependant l'économiste bourgeois voit le nec plus ultra de la liberté humaine et de l'indépendance individuelle. Bien des efforts inutiles, utopiques, ont été tentés pour vaincre cet obstacle⁴. »

II. La forme prix et la valeur dans la circulation

L'expression de la valeur sous la forme de la valeur d'échange contre monnaie s'appelle le *prix*. Le prix apparaît ainsi comme une *mesure* de la valeur, au même titre que le temps de travail socialement nécessaire. Il nous faut maintenant comprendre combien cette expression

3. Depuis quelques années, un courant se dessine chez les néo-classiques pour réintroduire cette asymétrie qui fonde le rôle de la monnaie dans une économie d'échange. Il aura donc fallu un siècle pour que soit prise en compte la critique fondamentale de Marx à Ricardo. Cette « avancée » est due notamment à A. LEONOURVUD (*On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, Oxford University Press, 1968) et R. CLOVER.

En France, J.-P. BÉNASSY a poussé le plus loin, jusqu'à retrouver par ce biais les résultats de Marx sur les « conditions formelles des crises », la prise en compte du caractère monétaire de l'économie réelle, mais en présentant le recours à la monnaie comme une solution technique aux problèmes de l'économie de troc (voir son excellent article : « Théorie du déséquilibre et Fondement micro-économique de la macroéconomie », *Revue économique*, septembre 1976).

4. K., I, I, n. 23.

(en prix, et non en temps) est nécessaire, et ce qui en résulte, afin de rompre une bonne fois avec l'illusion que les rapports de prix ne seraient qu'une voile jetée sur les rapports « réels » de valeur.

Que se passe-t-il (qualitativement) quand une marchandise s'échange contre de l'argent ?

En n'exprimant le travail abstrait qui s'y est cristallisé sous aucune autre figure qu'une quantité d'une autre marchandise, la marchandise renonce non seulement à exprimer sa valeur d'usage, mais aboît du même coup le caractère particulier du travail concret qui l'a produite et, partant, le temps de travail particulier, la « valeur individuelle ». En exprimant sa valeur dans une quantité de marchandise universelle qui accepte de s'échanger contre elle, la marchandise s'affirme comme échantillon du produit du travail social investi dans sa branche et validé par la société : elle n'exprime ici que sa valeur sociale. Ce qu'exprime le *prix*, c'est-à-dire l'expression de la valeur relative à la forme argent, ce n'est pas la valeur, ce n'est le temps de travail ni particulier ni même moyen, c'est la valeur *socialement reconnue* à telle marchandise.

Mais le prix n'est pas qu'une mesure, car l'échange monétaire n'est pas qu'un appareil de mesures. Dans l'échange, dans la vente, ce n'est pas seulement un test de la valeur qui s'effectue, ce n'est pas seulement un signal entre la société et le producteur privé⁵. L'échange contre argent est une *métamorphose* de la valeur, qui présente divers aspects.

1. Les « valeurs réalisées »

La production de la marchandise est *validée socialement*. Toute marchandise engagée de façon privée doit subir cette sanction, que nous appellerons *contrainte monétaire*, pour que le travail qui l'a produite voie confirmé son caractère social. Entre le moment de sa production et le moment de sa vente, dans sa *circulation*, elle accomplit, dit Marx, un « *saut périlleux* » qui peut fort bien s'achever au filer des stocks invendus. La réussite de ce saut constitue la « *réalisation* » de la marchandise. L'expression en monnaie de la valeur de la marchandise ne mesure donc pas seulement la *quantité* de travail social incorporé, mais également une *qualité* : celle d'avoir été réalisée, reconnue comme socialement utile. Les prix ne mesurent pas des valeurs incorporées, mais des *valeurs réalisées*.

Attention ! L'expression « des » valeurs n'a pas encore de sens défini. Qu'entendons-nous par là ? Jusqu'ici nous avons parlé que de la valeur (substance, mesure, forme...); qu'est-ce donc qu'une valeur ?

Pour le comprendre, il faut s'élever au-dessus de l'échange individuel, et considérer la *circulation* de l'ensemble des marchandises⁶. Marx

5. « Les prix, ces grillades amoureuses que lancent les marchandises à l'argent » (K., I, III, p. 95).

6. « La circulation des marchandises se distingue essentiellement de l'échange des produits » (K., I, III, p. 95).

nous la présente dans le chapitre III en nous décrivant les échanges de petits producteurs marchands sur une foire (froment-argent-toile-argent-toile, etc.).

Dans la succession de ces échanges, il se passe quelque-chose de plus que la mise en rapport de travaux privés. Ces ribambelles de marchandises enchaînées les unes aux autres par des actes d'échanges :

$$M_1 \rightarrow A \rightarrow M_2 \rightarrow A \rightarrow M_3 \dots$$

ressemblent à la propagation des ondes sur la surface de l'eau. De l'enchaînement des oscillations verticales des molécules d'eau (repérables par le mouvement d'un bouchon) résulte le déplacement horizontal des trains d'onde ; mais on peut dire aussi que c'est la même onde qui ébranle successivement les molécules.

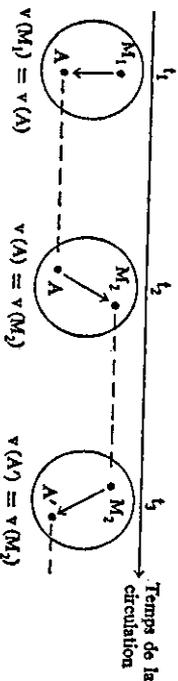
De même, de la succession des échanges de marchandise de même valeur (au singulier), il résulte une propagation de valeurs (mais de valeurs *réalisées*) qui semblent se métamorphoser en une succession de formes (le froment devient argent qui devient toile...). Des valeurs individuelles, *autonomes*, que nous appellerons, à la suite de Marx, « valeur en procès » (parce qu'elles n'existent que par la succession dans le temps d'échanges successifs) qui ont en quelque sorte pour forme naturelle la ribambelle des marchandises qui s'échangent, et pour nom la valeur d'échange à un instant donné de cette circulation : « une valeur de tant de francs ? ».

7. Plus rigoureusement, nous appellerons « une » valeur autonome *ou* valeur en procès une ribambelle, une classe d'équivalence entre lots de marchandises de formes naturelles diverses définie par la relation : A équivalent à B si A a été échangé par le même propriétaire économique, contre B, ou contre un équivalent de B, cette équivalence « diachronique », par opposition à l'équivalence « synchronique » des marchandises qui requièrent le même travail abstrait pour leur reproduction.

Si nous représentons la classe d'équivalence « synchronique » nécessitant le même temps de travail social, la ribambelle est incluse dans le diagramme si les rapports de valeur ne changent pas pendant la circulation :



Si ces valeurs changent, il faut représenter une succession de « coupes » (sous-ensembles des marchandises nécessitant la même quantité de travail social à telles « dates » du temps de la circulation) :



Ce diagramme très simple pose tout le problème de la « dévalorisation ».

Parler d'« instant » et de « procès » signale le caractère éminemment *diachronique* de ces valeurs autonomes : ce sont des valeurs qui se conservent, se déperdent ou s'accroissent dans un *temps de la circulation* qui n'a rien à voir avec le « temps de travail nécessaire », épaisseur de travail social, qui constitue la substance de la valeur.

Au stade où nous en sommes, si nous supposons que les marchandises « s'échangent à leur valeur », les valeurs en procès ont à chaque instant la même mesure de valeur, constante, que la marchandise dont elles ont pris la forme. On peut donc se demander à quoi sert d'introduire cette notion. Pour l'instant, ce n'est qu'une curiosité, une illusion d'optique. Une nouvelle forme de fétichisme : la valeur était déjà stockable ; avec la circulation, une valeur semble pouvoir s'autonomiser et se propager !

Alors que, nous l'avons vu, la valeur est un concept éminemment social (c'est un rapport qui lie tous les travaux privés) et *synchronique* (c'est le rapport de travaux qui s'effectue les uns à côté des autres et qui constituent ensemble le travail social).

Mais ce fétichisme, le *fétichisme de la circulation*, dérive du rapport d'échange ; il parachève la résolution de la contradiction social/privé : « La circulation fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individus à individus rétrécissent le roc de produits ».

L'ennui, c'est que voici les germes d'une *nouvelle* contradiction : entre la définition *synchronique* de la valeur (A requiert le même temps de travail social que B) et la définition *diachronique* de la valeur (A s'est échangé contre B ou contre une marchandise qui s'était elle-même échangée contre B, etc.). C'est sur cette forme de la contradiction social/privé (on produit, puis on échange, redoublée par l'apparition de la monnaie (on vend, puis on achète ce dont on a besoin), que reposera la plus grande partie de nos analyses ultérieures.

Mais voyons immédiatement ce qui en résulte dans le simple rapport d'échange de marchandises contre argent.

2. Que l'argent n'est pas un « bon de travail »

Le producteur privé reçoit et reste propriétaire d'une quantité *équivalente de travail social*. Non pas sous la forme d'un « bon de travail » équivalent au nombre d'heures dépensées, mais sous la forme d'une marchandise dont la valeur, comme celle de toutes les marchandises, est *variable*, entraînée qu'elle est dans la perpétuelle révolutionnarisaiton des normes de production et d'échange. Quand le vendeur devient lui-même acheteur, quand s'accomplit le cycle, la circulation simple, M-A-M', il n'y a donc pas de raison pour que la valeur de

8. Cela suppose que le fétichisme de la marchandise ait engendré le fétichisme de l'argent, qui semble représenter, sous une forme stockable, à la fois durable et immédiatement disponible, la richesse sociale.
9. K., I, III, p. 96.

M' soit la valeur de M. Outre que A ne représente ni la valeur individuelle ni même en général la valeur sociale de M, entre le moment de la vente et le moment de l'achat s'écoule le temps — le temps de la révolutionnarisation des valeurs et de l'inflation.

Ainsi, abstraction faite de tous les rapports sociaux, introduits ultérieurement, qui perturberont la proportionnalité des prix et des valeurs (je fais évidemment allusion à la fameuse « transformation des valeurs en prix de production », par laquelle tous les capitaux rapportent un même taux de profit), le prix est par essence la négation de la mesure directe en temps de travail, l'argent n'est jamais un « bon de travail », les marchandises ne s'échangent pas « travail contre travail ». Si la valeur individuelle d'une marchandise pouvait prendre la forme d'un bon de travail, c'est que le travail socialement nécessaire à sa production serait connu. C'est-à-dire que l'on procéderait à l'avance (a priori) à ce que Ch. Bettelheim (dans *Calcul économique et Formes de propriété*) appelle un « calcul économico-social », et l'on affecterait la quantité voulue de travail à la production donnée. Mais on ne serait plus alors dans une économie marchande où le travail engagé de façon privée doit faire reconnaître a posteriori (ou, comme dit Marx, « post festum ») son caractère social.

On ne saurait trop insister sur ce point décisif. Toute la réflexion économique de Marx repose sur cette rupture (effectuée dans les *Grundrisse*) avec l'économie classique et son identification de la valeur d'échange et de la valeur qui permet, le prix étant égal à la valeur à un coefficient de proportionnalité près (ou, chez les « néo-ricardiens », à une transformation algébrique près), la dichotomie entre l'économie réelle et son voile monétaire. Critiquant sur ce point à la fois Proudhon et Adam Smith, Marx explique le rôle de médiation nécessaire de l'argent dans une économie marchande :

« Sur la base des valeurs d'échange, l'échange doit d'abord rendre le travail général. Sur la base communautaire, il le serait avant l'échange ; autrement dit, l'échange des produits ne serait en aucune façon l'intermédiaire grâce auquel l'individu participe à la production universelle.

Il faut naturellement une médiation. Dans le premier cas, on part de la production autonome des individus particuliers, qui est déterminée et modifiée post festum par des rapports complexes : la médiation s'effectue par l'échange de marchandises, la valeur et l'argent, autant d'expressions d'un seul et même rapport. Dans le second cas, c'est la préposition elle-même qui sert de médiation ; autrement dit, la présupposition c'est une production collective, la communauté étant le fondement de la production. D'emblée, le travail de l'individu y est posé comme travail social. [...] »

Dans le premier cas, le caractère social de la production n'est obtenu — post festum — qu'en érigant les produits en valeurs et en les échangeant. Dans le second, le caractère social de la production est directement assuré. La participation au monde des produits et à la consommation n'a pas à passer par l'échange de travaux ou de produits dépour-

vus de liens entre eux. Elle est assurée par les conditions de la production au sein desquels l'individu travaille.

Ainsi donc, vouloir faire directement du travail de l'individu et de son produit une monnaie, une valeur d'échange réalisée, signifie qu'on détermine directement son travail comme du travail général ; c'est nier les conditions dans lesquelles il doit nécessairement devenir argent et valeur d'échange, dès lors qu'il dépend de l'échange privé. On ne peut satisfaire cette revendication que dans les conditions où elle ne se pose plus. Sur la base des valeurs d'échange, le travail de l'individu et son produit ne sont pas directement généraux ; pour obtenir ce caractère, il leur faut un intermédiaire matériel, une monnaie différente d'eux¹⁰. »

Texte remarquable à plusieurs points de vue. Outre qu'il fait ressortir avec une particulière netteté la genèse sociale de la forme monnaie, il souligne une opposition entre communisme et capitalisme que l'on n'a que trop tendance à oublier, depuis que le monstreux camouflage du capitalisme d'Etat en « socialisme réalisé » a réduit la définition de celui-ci à l'abolition de la propriété juridique privée des moyens de production, relouant la définition marxienne (« communauté des libres producteurs associés »).

Un autre point intéressant de ce texte, c'est le parallélisme des oppositions « production communautaire/production marchande » et « division manufacturière/division sociale du travail » : dans les deux cas, la répartition des activités est réglée soit « a priori » par la « collectivité », soit a posteriori par l'échange. Ce parallélisme est une source permanente de confusion. D'abord, c'est le fond de la critique vulgaire ou sophistiquée (celle de J. Chirac et R. Barre ou celles des « nouveaux philosophes ») du communisme : la « liberté » contre le « collectivisme ». Abolir les rapports marchands serait faire régner partout la « loi de fer » qui règne dans les usines. A quoi on peut répondre que, d'une part, les ouvriers la connaissent déjà et les mêmes n'en font pas un drame, mais surtout que l'abolition de la séparation « horizontale » entre les travaux privés n'implique rien sur l'organisation verticale à l'intérieur de la communauté. On peut bien avoir une structure despotique (par exemple la société inca, qui effectivement ignorait la monnaie), mais rien n'implique logiquement qu'il en soit ainsi : seul l'état présent de la division du travail engendre l'illusion que des travaux particuliers ne peuvent être coordonnés que par le marché ou par la coercition¹¹.

En tout cas, dans la société capitaliste, il faut tracer et maintenir une démarcation fondamentale entre la façon dont sont « socialisés » les travaux privés sur le marché et la façon dont sont organisés les travaux

10. *Grundrisse*, t. I, p. 109-110. Ce passage s'insère dans le second développement, matérialiste, sur l'argent.

11. Bien entendu, comme la division du travail héritée du capitalisme se reproduit dans la transition socialiste (elle ne peut qu'être « réduite » progressivement), le « marché » et la « coercition » restent durablement les formes de socialisation dominantes des travaux privés. Seuls le développement des communes populaires et le développement du pouvoir ouvrier dans les unités permet-
traient de les entamer.

particuliers à l'intérieur d'une usine. C'est, nous l'avons dit, la distinction qu'effacent aussi bien les athussériens français que les « opéralistes » italiens, qui n'hésitent pas, comme Antonio Negri, à parler de « société-usine ». S'emparant de ce passage des *Grundrisse*, A. Negri, au prix d'un complet contresens doublé d'un léger trucage¹², assimile l'opposition entre les deux formes de médiation (marchande et communautaire) à ce que nous appellerons plus tard l'opposition entre la régulation concurrentielle et la régulation monopoliste ! Comme il date emblématiquement à 1929, et attribue à l'influence de Keynes, la mise en place de cette dernière, il peut écrire sans sourciller : « À partir de 29 donc [...] le caractère social de la production fait d'emblée du produit un produit général et social. » Nous verrons qu'il n'en est rien, même si quelque chose change dans le rapport social/privé.

III. La monnaie

1. Lien social, Etat et monnaie

L'érection et le maintien d'une marchandise particulière au rang d'équivalent général est l'un des premiers attributs de l'Etat ou de ce qui joue ce rôle. Pour Marx et Engels, l'Etat apparaît dès que la société, avec la division sociale du travail, se subdivise en cellules qui ne peuvent maîtriser leurs rapports réciproques¹³. Certes, le rôle de l'Etat est d'em-

12. « Crise de l'Etat-Plan », in *La Classe ouvrière contre l'Etat*, op. cit., p. 163-165. Le trucage consiste en ceci que la citation est téléscopée avec un extrait d'un autre passage des *Grundrisse* qui oppose le travail du compagnon et le travail de l'ouvrier, la soumission formelle et la soumission réelle du travail au capital (voir notre chapitre 10).

13. En fait, chez les fondateurs du matérialisme historique la critique du fétichisme de l'Etat a précédé celle de la marchandise et lui a servi en quelque sorte de grille : « Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine [...] est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'Etat, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble, et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants » (*Idéologie allemande*, Editions sociales, p. 49).

Trente ans plus tard, Engels reprendra la même analyse : « Peu à peu, les forces de production augmentent ; la population plus dense crée des intérêts ici communs, là antagonistes, entre les diverses communautés, dont le groupement en ensembles plus importants provoque de chef une nouvelle division du travail, la création d'organes pour protéger les intérêts communs et se défendre contre les intérêts antagonistes. Ces organes, qui déjà en tant que représentants des intérêts communs de tout le groupe ont vis-à-vis de chaque communauté prise à part une situation particulière, parfois même en opposition avec elle, prennent bientôt une autonomie plus grande encore » (*Anti-Dühring*, Editions sociales, 1963, p. 211-212). On remarque la similitude avec la critique du fétichisme de la marchandise, du marché et de l'argent (« L'échange des marchandises commence là où les com-

blée évident lorsque c'est lui qui organise directement la division du travail (mode de production asiatique, société inca, etc.), mais, même dans une société marchande, sa fonction générale de reproduction du lien social se traduit immédiatement dans l'instance économique par son rôle d'unification, de reproduction et de légitimation de l'équivalent général. Sur ce point, nous sommes donc parfaitement d'accord avec S. de Brunhoff et P. Grou qui soulignent de ce fait que, à quelque stade que ce soit du capitalisme et même de l'économie marchande, l'Etat, loin d'être une superstructure simplement chargée de la reproduction sociale (par la coercition ou l'hégémonie), participe de l'infrastructure économique. Dès lors, c'est la classe (ou la fraction) dominante qui impose « sa » forme d'équivalent général¹⁴.

Nous aurons l'occasion de revenir, quoique de façon non systématique, sur le rôle de l'Etat dans la régulation économique.

2. Les fonctions de la monnaie

Penchons-nous donc maintenant sur la forme argent de la valeur, sur cette marchandise particulière qu'est la monnaie, en examinant ses diverses fonctions.

— D'abord, en tant qu'équivalent général du travail social, c'est l'étalon des prix, ce en quoi s'exprime les valeurs, le rôle de la monnaie comme *unité de compte*. C'est à une date très récente que cet étalon a perdu sa référence matérielle (le nombre de grammes d'or). Cependant, dès le début, le glissement nominaliste était a priori possible : une livre vaut une livre, même si elle ne pèse pas une livre.

— Ensuite, c'est le moyen de la *circulation*. En toute rigueur, la circulation monétaire est alors un procédé technique de la circulation des marchandises, comme le mode de transport ! Aujourd'hui, les marchandises circulent sans monnaie : par cartes de crédits entre particuliers, par droits de tirage spéciaux entre nations.

Là encore, la scission entre le contenu réel et le contenu nominal de l'unité de monnaie, entre l'existence matérielle et l'existence fonctionnelle de celle-ci, est a priori possible : jusqu'ici la monnaie-marchandise peut être remplacée par un pur symbole (un morceau de papier avec un nom dessus).

« communautés finissent », K., I, II, p. 79) : Etat et marché apparaissent bien comme deux appareils de résolution » (régulateurs...) de la contradiction social/privé.

J'ai donné, dans *Le Capital et son espace* (Maspero, 1977) quelques éléments sur la fonction essentielle de l'Etat dans tout mode de production « non communautaire ». Elle devient en effet évidente dès que l'on prend en considération la dimension spatiale de la contradiction social/privé, car il n'y a pas de « loi de la valeur » dans l'espace.

14. S. DE BRUNHOFF, *Etat et Capital*, P. U. G. - Maspero, 1976. P. GROU, *Monnaie, Crise économique : éléments d'interprétation*, P. U. G. - Maspero, 1977.

— Reste qu'il existe des fonctions où la monnaie a bien une existence en tant que telle, où il devient décisif d'en avoir ou pas : la monnaie comme moyen de *thésaurisation* et comme moyen de *paiement*, ce que Marx appelle la « monnaie proprement dite », et que nous invoquons comme « vraie monnaie », celle qui fonctionne comme valeur (réalisée) mise en stock.

En toute rigueur, la *thésaurisation*, le fait de garder l'argent obtenu en vendant, sans l'échanger contre d'autres marchandises, est distincte et apparaît la première : elle dissocie en deux l'acte d'échange (le troc), et dissocie dans le temps la reconnaissance sociale d'une production privée de la réallocation de son produit. Par là s'introduit formellement la possibilité des crises : nous allons y revenir.

Mais le développement du *crédit* est le complément d'abord direct de la *thésaurisation*. Au lieu du cycle : vendre — thésauriser — acheter, se développe le cycle : acheter à crédit — gagner de l'argent — payer. Cet argent, qui fonctionne alors comme *moyen de paiement*, tout comme l'argent qui fonctionne comme actif thésaurisé, a forcément une existence réelle, quelle qu'en soit la forme, en ce sens qu'il est bien *distinct* de la reconnaissance de dette ! Sinon, comment pourrait-il l'annuler ? C'est ce qu'on appelle *pouvoir libérateur de la monnaie*.

Ce fonctionnement de la « vraie monnaie » comme réserve de valeur, valeur en stock, valeur sous la forme déjà réalisée, où elle n'a plus à faire la preuve de sa validité sociale, bref, comme cristallisation de travail immédiatement social, porte à son terme de fétichisme de la marchandise : l'argent représente et semble contenir sous forme indestructible la substance de la valeur. Il semble, à la limite, que l'argent pourrait exister seul et « être de la valeur », de la richesse, et que celle-ci, sous cette forme, soit transportable dans le temps et d'une société à l'autre. Aux origines de l'économie politique, l'école mercantiliste avait théorisé cette fantasmagorie, de façon il est vrai plus subtile qu'Harpagon.

3. La dématérialisation de la monnaie

La nécessité pour toute production, même vendue à crédit, d'être un jour sanctionnée par l'échange contre une « vraie » monnaie, d'être un jour *payée*, est à la base de la régulation de l'économie marchande. C'est ce que, à la suite de S. de Brunhoff et J. Cartelier, nous avons appelé « contrainte monétaire »¹⁵.

Cependant, dès que le crédit se généralise, la reconnaissance de dette, qui symbolise une valeur « en cours de réalisation », peut fonctionner comme monnaie dès que l'on a confiance dans sa validité ; d'où son nom général de *créance*. La créance représente l'anticipation du versement d'un vrai moyen de paiement. Cette anticipation est gagée soit sur le patrimoine de l'emprunteur (hypothèque), soit sur sa capacité de

travail (usure, crédit moderne aux salariés), soit sur sa possession d'une marchandise dont il attend la réalisation (traite), soit même sa possession d'un capital productif avec lequel il produira des marchandises qu'il cherchera à vendre (titre).

La *mobilisation des créances*, c'est-à-dire leur transformation en moyen de circulation, engendre la *monnaie de crédit*, qui dans la pratique, entre particuliers, ne se distingue évidemment pas à première vue de la vraie monnaie : « localement », elle peut fonctionner comme moyen de paiement. La distinction s'efface d'autant plus que la marchandise-monnaie ne circule plus, qu'on se contente de faire circuler des symboles : billets de banque et chèques.

Si par exemple un salarié s'endette auprès d'une banque pour acheter un meuble en billets de banque, et s'il se désendette par virement bancaire de son salaire, la monnaie qui circule entre le marchand de meuble et l'acheteur-débiteur est plus « matérielle » que celle qui fonctionne comme moyen de paiement entre celui-ci et sa banque. Pourtant, c'est dans ce dernier acte que se vérifie la validité de la prétention de l'acheteur à percevoir la part du travail social représentée par le meuble, validité que la banque avait *anticipée*, validant du même coup le travail dépensé dans la production du meuble.

Or il est clair que, à partir du moment où se dissout la *matérialité* physique de la marchandise-monnaie, risque aussi de se dissoudre la *réalité* de la monnaie, s'il ne se trouve pas de mécanisme très précis de reproduction de la monnaie proprement dite, c'est-à-dire du moyen de thésaurisation et de paiement.

Cette remarque ne prendra tout son sens que lorsque nous introduirons le fonctionnement de l'argent comme *capital*, donc lorsque nous introduirons les rapports capitalistes proprement dits. Pour l'éclaircir tout en restant dans le cadre de cette section (c'est-à-dire en nous en tenant au caractère marchand de l'économie), nous allons prendre l'exemple de la genèse de la monnaie de crédit à partir des traites¹⁶.

Voyons donc comment s'opère cette dématérialisation de la marchandise-monnaie (l'or, en général¹⁷).

D'abord, l'Etat et les banques privées peuvent émettre, à titre de moyen de circulation, des symboles en papier représentant la vraie mon-

16. Un marchand achète des produits à un petit producteur marchand. Il entend les revendire, et suppose qu'il pourra le faire au moins à hauteur de ce qu'ils lui ont coûté. Il se tourne alors vers une banque qui lui avance l'argent correspondant à cette revente anticipée. Il la rembourserez quand il aura vendu les marchandises. Dans la pratique, c'est plutôt le marchand qui signe une traite au producteur, lequel se tourne vers la banque pour obtenir tout de suite l'argent que le commerçant s'engage à lui verser dans trois mois, après la réalisation. La pratique de la banque qui consiste à fournir tout de suite l'argent dans l'attente d'une vente ultérieure (donc à *anticiper* la réalisation de marchandises) s'appelle *l'escompte*. C'est un premier moyen (et longtemps le seul) de créer de la monnaie de crédit. Au XVIII^e et XVIII^e siècles, on faisait circuler de fausses marchandises pour fournir un prétexte à l'émission de monnaie de crédit (traites de cavalerie).

17. Pour une description historique de ce processus, mis en rapport avec les mutations sociales, voir le livre de P. Grou cité.

15. Voir par exemple, « Une analyse marxiste de l'inflation », dans *Chronique sociale de France*, avril 1974.

naie. Jusque-là, rien de grave, si ces symboles sont « convertibles » en or à la demande du porteur. Tous ces moyens de circulation ont la réalité d'un moyen de paiement. C'est le *currency principle*¹⁸ : le billet représente de la marchandise-monnaie.

Mais, quand les banques se mettent à prêter de l'argent, par l'es-compte, à des marchands, elles fournissent des moyens de circulation qui ne représentent pas encore des valeurs réalisées. Si le marchand fait faillite (ne peut pas vendre ses marchandises), la banque ne retrouve pas son argent. Que se passe-t-il ? Tout dépend du genre d'argent.

Ou bien la banque a prêté de la marchandise-monnaie, ou bien elle lui avait remis un carnet de chèques. Dans le premier cas, l'argent est perdu, dans le second cas, la banque est maintenant endettée auprès d'autres banques ou particuliers à qui les chèques sont finalement par-venus.

Mais d'où venait l'argent que la banque a soit fourni directement, soit pris l'engagement de verser en échange des chèques ? Si cet argent appartenait à la banque, pas de problème : la banque l'a perdu et c'est tout. Tout se passe comme si la banque s'était associée au marchand et partagerait sa déconfiture.

Si au contraire la banque avait *anticipé* la *réalisation* des marchan-dises sur lesquelles était gagé l'escompte, et avait compté régler les bénéficiaires des chèques avec l'argent que lui remettrait ultérieurement le marchand, ou bien si elle avait *réescompté* la traite auprès d'une autre banque contre des billets, les moyens de circulation en papier (billets ou chèques) qu'elle avait confiés au marchand ne représentaient pas de la vraie monnaie (de paiement), mais seulement de la monnaie de crédit fonctionnant comme moyen de circulation. La non-validation sociale de la marchandise se traduit par l'annulation de la monnaie de crédit. Il reste à la banque deux solutions : elle trouve de la vraie monnaie pour payer les chèques signés par son client, ou elle fait faillite.

Remarquons que dans ce cas les chèques n'ont pas fonctionné comme symbole de la valeur d'une marchandise-monnaie, donc de la valeur tout court, mais comme symbole d'une « valeur en procès ». C'est le *banking principle*.

Quelle est la « réalité » de cette monnaie de crédit émise de façon privée par la banque ? A coup sûr elle fonctionne comme moyen de cir-culation, et légitimement. Entre particuliers, elle fonctionne aussi comme moyen de paiement : le marchand A signe un chèque à B à qui il devait de l'argent, et celui-ci signe un chèque à C à qui il en devait autant, etc. Donc *localement* la monnaie de crédit sert de moyen de paiement. Seu-lement, lorsque C porte le chèque à sa banque, celle-ci s'adresse à la banque du marchand A pour encaisser la vraie monnaie correspondante.

Donc la monnaie de crédit ne fonctionne pas comme moyen de paie-ment « entre banques ».

Revenons donc à la première banque. Où peut-elle trouver de la

vraie monnaie ? Par le marché monétaire, c'est-à-dire par le marché des créances entre banques. Cela suppose qu'une autre banque prenne la res-ponsabilité privée de valider la créance, et on ne fait que déplacer le problème. En revanche, il est qualitativement déplacé si la banque s'adresse à la Banque centrale, qui est en quelque sorte aux autres ban-ques ce que la monnaie est aux autres marchandises : celle dont la mon-naie bénéficie du monopole de la validité incontestable. L'échange des créances contre les signes monétaires émis par la Banque centrale (rés-compte) unifie tout le système du crédit. C'est grâce à lui qu'un chèque de 100 F émis par la banque X vaut la même chose qu'un chèque de 100 F émis par la banque Y, car ils s'échangent tous deux contre un billet de 100 F.

La Banque centrale alimente donc l'ensemble du système bancaire en moyens de paiement « officiels », venant boucler le système des moyens de circulation émis de façon privée par les banques. Les pre-miers (billets de la Banque centrale ou comptes ouverts par cette Banque aux autres banques) constituent la *base monétaire* (ensemble des moyens de paiements officialisés), les seconds (billets de banque et comptes ouverts par les banques aux particuliers) la *masse monétaire* (ensemble des moyens de circulation émis de façon publique ou privée par le sys-tème bancaire).

Quelle est la nature de cette base ? Si le *currency principle* est res-pecté au niveau de la Banque centrale, ce sont des billets qui représen-tent de l'or ou des devises (c'est-à-dire des billets d'autres banques cen-trales qui eux-mêmes représentent de l'or).

Si maintenant, au sein d'un pays, la Banque centrale déclare que la monnaie symbolique qu'elle émet (sous forme de billets imprimés ou de comptes ouverts aux banques privées), étant garantie bonne comme l'or, n'a pas à être échangée par la Banque contre celui-ci, c'est le *coercé* de la monnaie de la Banque centrale. Quand il y a cours forcé, l'émission de monnaie Banque centrale crée autant de *réalité*, sur le marché inté-rieur du moins, que l'extraction d'or d'une mine !

Dès lors, s'il n'existe pas de règle d'émission de la monnaie privée, il n'y a plus de régulation possible, car tout nouveau crédit ouvert peut évidemment fonctionner comme moyen de paiement d'un crédit précé-dent, et la mobilisation des créances par le réescompte ou par le marché monétaire permet de transformer toute créance émise par une banque (= création de moyen de circulation) en monnaie Banque centrale (= création de moyen de paiement). Par ce biais, n'importe quelle pro-duction vendue à crédit se trouve non seulement *validée par anticipation* par la banque, mais encore validée de façon artificielle et « provisoire-ment définitive » par la Banque centrale. « Définitive », parce que le vendeur est payé en monnaie « bonne comme l'or », « provisoirement » parce qu'il faudra bien qu'un jour l'emprunteur, ou sa banque, ou la Banque centrale, fasse la preuve de la validité et de la compatibilité sociale de cette production et de cette vente. La « *contrainte monétaire* » ne peut pas s'évanouir, et l'*illusion de pouvoir la contourner est à la base de la forme inflationniste de la crise actuelle*.

18. Selon la terminologie du débat qui eut lieu sur cette question au XIX^e siècle en Angleterre.

Appelons *anté-validation* la validation anticipée par la banque de la marchandise en cours de réalisation, et l'émission correspondante de moyens de circulation. Appelons *pseudo-validation* la transformation par la Banque centrale de ces moyens de circulation comme moyens de paiement (validation « provisoirement définitive »). Avec ces deux mécanismes qui viennent d'être évoqués, nous voyons se dessiner plusieurs formes de transcription de la non-validation sociale des marchandises. Dans le début de ce chapitre, nous avons dit que l'échange d'une marchandise contre monnaie sanctionnait la validation sociale du travail engagé de façon privée dans la production de la marchandise. Nous supposons évidemment qu'il s'agissait de marchandise-monnaie.

Dès l'instant que l'échange s'effectue contre monnaie symbolique (billet, chèque, ou même virement de compte par carte de crédit), il faut savoir ce qui est symbolisé.

On peut résumer la discussion précédente sur la nature et les fonctions que la monnaie symbolique peut assumer par le tableau suivant :

CE QUE LE SIGNE SYMBOLISE	MARCHANDISE-MONNAIE	MONNAIE DE CRÉDIT
NATURE	MARCHANDISE D'ÉCHANGEABILITÉ IMMÉDIATE	REPRÉSENTANT D'UNE VALEUR EN PROCÈS EN COURS DE RÉALISATION
Fonctions :		
Monnaie de compte	Oui	Oui
Moyen de circulation	Oui	Oui dès que les banques anté-valident la créance
Moyen de paiement	Oui	Oui entre banques dès que la Banque centrale pseudo-valide le crédit

Que se passe-t-il alors si la production (que cherche à revendre le marchand) n'est pas validée socialement ?

Sans l'anté-validation : le producteur a perdu son temps, ou le marchand son argent.

S'il y a anté-validation : la banque a perdu son argent, ou s'est endettée.

S'il y a pseudo-validation : la Banque centrale a émis des signes de valeur qui ne représentent rien.

Dans des conditions (celles du capitalisme) où il arrive épisodiquement qu'une part massive de la production ne soit plus validée, les prix s'effondrent dans le premier et le second cas, et la valeur représentée par la monnaie à cours forcé s'effondrera dans le troisième cas. C'est du moins ce que ce livre cherchera à montrer.

4. L'illusion monétariste

Nous voyons donc que derrière les obscures mécanismes de la création monétaire se cachent un certain nombre de pratiques sociales tournant autour de la *question fondamentale de l'économie de marché* : la validation sociale des travaux privés, c'est-à-dire la reproduction et la transformation des normes de production et d'échange. C'est donc de là qu'il faudra partir pour comprendre l'inflation, et ensuite étudier les formes de gestion de la monnaie qui permettent à de tels mécanismes de fonctionner.

Nous avons vu en effet que l'émission de moyens de circulation était un phénomène *privé*, et « appelé » par la demande de circulation des marchandises, dès lors qu'existe le crédit : elle repose sur une validation privée (de la part de la banque) des valeurs en procès des producteurs marchands. La transformation de ces moyens de circulation en « vraie monnaie » (à usage interne, dans le cadre national ou international où s'exerce le monopole de la même Banque centrale) est une procédure sociale de régulation de ces validations. Si une Banque centrale applique le *currency principle* (elle ne prête qu'en fonction de ses stocks de marchandise-monnaie), elle laisse aux banques la responsabilité privée de cette anté-validation (mais elle prend éventuellement le risque de prêter à ces banques de la vraie monnaie). La monnaie reste alors bel et bien une marchandise (ou le symbole de cette marchandise), mais disposant certes du « monopole de l'échangeabilité immédiate », et une marchandise produite dont le « pouvoir d'achat » est défini par sa propre valeur. Nous verrons qu'un tel système convient à la petite production marchande ou au capitalisme concurrentiel.

Si au contraire la Banque centrale pratique le cours forcé, elle pseudo-valide les valeurs en procès représentées par des créances, c'est-à-dire qu'elle sanctionne le fait que les marchandises produites sont « probablement » socialement nécessaires. Ce qui signifie que la classe de ceux qui sont propriétaires de valeurs pour les faire fructifier est devenue hégémonique dans l'Etat et a fait trompher sa monnaie : la monnaie de crédit, qui représente non seulement leur richesse mais sa tendance à croître. Nous verrons que c'est le cas dans le capitalisme monopoliste, où la « probabilité » de la conservation et de l'accroissement des valeurs est explicitement prise en compte.

Nous devons donc radicalement écarter la conception « monétariste » selon laquelle l'offre de monnaie (dont on ne précise d'ailleurs pas de laquelle il s'agit : de paiement, de circulation ?) est déterminée de façon exogène, indépendante de la production des autres marchandises. Dès lors, il suffirait de diviser cette quantité¹⁹ par le « volume » des marchandises à faire circuler pour avoir le niveau des prix !

19. Selon les époques, les monétaristes considèrent que cette quantité est :
— soit le stock d'or lui-même
— soit la valeur nominale des billets de la banque centrale corrigé par un coefficient multiplicateur qui lierait la masse monétaire à la base monétaire.

En réalité, c'est le besoin social de signes de validation, local (moyen de circulation) ou social (moyens de paiement), qui engendre des formes institutionnelles mises en place par des alliances de classes, représentées dans l'Etat, lesquelles règlent les formes d'émission de l'équivalent général, en quantité et en qualité.²⁰

Si la monnaie en circulation est principalement une marchandise-monnaie, plus précisément une monnaie métallique (argent, or), sa valeur est déterminée par les conditions d'exploitation des mines. Bien sûr, il peut y avoir des distorsions. L'arrivée d'un gâton dans un port espagnol suscitait une inflation localisée et provisoire par excès d'offre de monnaie. Mais la hausse générale des prix en or, en Europe au XVI^e siècle (à propos de laquelle se sont illustrés Bodin et Malestroït), renvoie à une baisse réelle de la valeur de l'or due à la découverte des métaux américains. Inversement, la rareté des métaux précieux peut ralentir les échanges et déprimer provisoirement le niveau des prix, mais cela incite à trouver d'autres mines de métaux — ou à inventer d'autres moyens de circulation.

Si en revanche la monnaie en circulation est principalement une monnaie de crédit, la quantité de monnaie dépend du rapport entre ce que les banques anté-valident et ce que la Banque centrale pseudo-valide. Ce qui renvoie non à une initiative autonome de création monétaire de la part de la Banque centrale mais à une *politique* de validation, qui renvoie d'une part à l'ensemble des formes structurelles de la régulation capitaliste (que nous mettrons peu à peu en place dans les prochains chapitres), d'autre part à la conjoncture de la lutte des classes (est-il ou non opportun de mettre des entreprises en faillite, etc.).

Rappelons enfin que la convention admise en introduction, c'est-à-dire l'abstraction des échanges internationaux et de l'existence d'une contrainte extérieure, ne doit pas nous faire oublier que la politique de pseudo-validation de la Banque centrale est elle-même soumise à une contrainte monétaire de par l'insertion de sa zone monétaire dans le marché mondial, contrainte sur laquelle nous reviendrons quand nous lèverons (partiellement) cette hypothèse. Nous devons alors distinguer l'économie dominante (celle des U. S. A.), dont la monnaie de crédit joue le rôle de monnaie universelle, et qui peut en gros pratiquer le *banking principle*, et les autres économies, plus astreintes.

Mais tout cela reste parfaitement abstrait au niveau d'analyse qui est le nôtre, et qui ne prend en compte que le caractère marchand de l'économie.

Demeurons provisoirement dans une économie marchande (pas nécessairement capitaliste) où circule de l'argent — marchandise matérielle, de l'argent « sonnant et rébuchant ». Nous allons voir que sont déjà présents tous les germes de crise que les développements ultérieurs de la monnaie ne feront que différer, en les aggravant.

4

De la forme prix à la possibilité formelle des crises

Nous sommes maintenant à même de développer l'idée esquissée en conclusion du second chapitre : que la contradiction du travail social qui se présente comme somme de travaux privés se résout dans l'échange, mais que cette forme de résolution de la contradiction suscite une autre contradiction, entre la reproduction et la transformation des normes de production et d'échange. Avec la prise en compte de son caractère monétaire, la forme spécifique « dans laquelle la contradiction peut se mouvoir » peut en effet nous dévoiler à la fois ses « beautés » et ses défauts.

D'abord, il importe de se convaincre que le prix n'est pas un nom de la mesure de la valeur.

Nous avons vu qu'il n'existe pas d'autre expression sociale, pas d'autre forme phénoménale de la grandeur de la valeur d'une marchandise, que sa forme prix. Mais cela ne signifie nullement un rapport de proportionnalité entre prix et valeur.

Les classiques, comme Ricardo, avaient dû le reconnaître, mais à titre d'exception. Pour Marx, qui insiste à l'envie sur la différence entre prix et valeur, cette différence est au contraire essentielle¹. Il en donne deux raisons.

La première, c'est que le prix n'exprime pas seulement la mesure de valeur, mais aussi, nous l'avons vu, porte la marque d'une procédure locale de validation : l'échange (« saut périlleux »¹) de la marchandise contre argent. L'aspect qualitatif de la réalisation peut se traduire qualitativement dans le prix, suivant la « difficulté » de cette réalisation.

1. « Si le prix comme exposant de la grandeur de valeur de la marchandise est l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie, il ne s'ensuit pas inversement que l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie soit nécessairement l'exposant de sa grandeur de valeur » (K., I, III, p. 87).

20. Thèse centrale et souvent mal comprise de S. DE BRUNIOFF (*L'offre de monnaie*, Maspéro, 1972). Voir aussi le livre cité de P. Grou.

« Le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralyse et se détruisent mutuellement ? »

Ce point (l'écart entre valeur et prix dû à la « règle qui ne se fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités ») a déjà été évoqué et fera l'objet des paragraphes suivants. Mais Marx introduit une nouvelle idée : celle d'un écart systématique dû au fait que le prix exprime autre chose encore que la valeur, d'autres rapports sociaux :

« La forme prix n'admet pas seulement la possibilité d'une divergence quantitative entre le prix et la grandeur de valeur, c'est-à-dire entre cette dernière et sa propre expression en monnaie, mais encore elle peut cacher une contradiction absolue, de sorte que le prix cesse tout à fait d'exprimer de la valeur. [...] »

Une chose peut avoir un prix formellement sans avoir une valeur. D'un autre côté, la forme prix imaginaire, comme par exemple le prix du sol non cultivé, qui n'a aucune valeur, parce qu'aucun travail humain n'est réalisé en lui, peut cependant cacher des rapports de valeur réels, quoique indirects. »

Dans les chapitres qui suivent, nous verrons que ce cas est tout à fait général, car le prix doit exprimer la deuxième coordonnée des rapports sociaux du mode de production capitaliste : la propriété privée de moyen de production. C'est-à-dire des moyens d'imposer ou transformer les normes de production et d'échange. Nous verrons que cela impliquera que les prix aient pour loi de régulation non pas le simple système des rapports de valeur mais le système des « prix directeurs », prix de production, prix de monopole, etc.

Ainsi, quand nous disons que les valeurs sont « transformées » en ceci ou cela (salaire, profits, rentes, prix de production, etc.) nous devons comprendre que c'est la loi de la valeur (qui régit toujours la contradiction du travail social qui se présente comme somme de travaux privés) qui est transformée par le jeu d'autres rapports sociaux.

Mais, encore plus fondamentalement, la forme prix, l'échange monétaire sont les formes dans lesquelles peut se mouvoir la transformation des normes de production et de consommation elles-mêmes.

Nous avons dit que le « saut périlleux » que représente la réalisation de la marchandise sanctionne socialement sa correspondance à la norme. C'est vrai dans tout échange, cela ne prend tout son sens qu'avec l'éco-

2. *Ibid.*

nomie monétaire où le « travail social » s'incarne dans une marchandise distincte de toutes les autres.

Première réalité à sanctionner : l'appartenance à la division sociale du travail. Une marchandise nouvelle (ou « produit nouveau ») doit d'abord s'imposer comme représentante d'une branche nouvelle³. Chose quasi impensable dans une « économie naturelle » (communauté villageoise), puisque la modification de découpage des branches suppose qu'il existe un représentant de la valeur plastiquement échangeable contre toute concrétisation du travail social, même inconnue auparavant. L'existence de la forme prix est par excellence la condition permissive de l'apparition de nouvelles normes. À plus forte raison est-elle, même pour « un membre patenté de la division du travail » (Marx), une condition de la transformation de ces normes, des rapports de proportionnalité et des quantités absolues, transformation qui s'impose au producteur privé.

Dès lors, la réussite du « saut périlleux » n'est nullement garantie. Tel produit peut se substituer exactement à tel autre pour satisfaire le même besoin social. Pour le même produit, le temps de travail socialement nécessaire par unité de valeur d'usage peut se modifier du fait d'innovation technique. Le besoin social peut se modifier, en « volume » de valeurs d'usage (par changement du mode de vie), ou en valeur (par changement du revenu des classes consommatrices). Tout cela, le producteur privé l'ignore a priori⁴.

On peut donc sommairement conclure que la réalisation de la marchandise en monnaie sanctionne :

- l'utilité sociale du genre de marchandise
- la quantité de valeurs d'usage socialement utiles
- la quantité de valeur travail socialement nécessaire.

Ces trois conditions ne sont que l'effet, sur le producteur privé, de l'existence objective d'une division du travail qui se reproduit et se transforme. Le prix est pour lui la forme de contrainte, s'imposant comme impératif extérieur, au travers de laquelle s'exerce la loi de la valeur. Encore une fois, ce « fétichisme du marché » ne résulte que de l'impossibilité pour les producteurs privés de maîtriser le caractère social de leurs travaux réunis⁵.

3. « Entrelacé, hier encore, dans les nombreuses fonctions dont se compose un seul métier, un travail parcellaire peut aujourd'hui se détacher de cet ensemble, s'isoler et envoyer au marché son produit partiel à titre de marchandise complète sans que rien garantisse que les circonstances soient mûres pour ce fractionnement » (K., I, III, p. 91).

4. On voit que la « valeur d'usage » n'est pas donnée a priori, et qu'il existe une dialectique plus profonde entre sa genèse et celle de la valeur d'échange... Il n'y a pas la « disposition » totale que pose Macherey.

4. Cf. K., I, III, p. 91.

5. « Aussi nos échangistes découvrent-ils que la même division du travail, qui fait deux des producteurs privés indépendants, rend la marche de la production

De là, nous pouvons conclure à la possibilité formelle des crises et à la fausseté de ladite « loi de Say ».

Car, si les prix, en tant que « nom monétaire de la valeur », n'étaient que des signaux de la validité sociale de la marchandise produite, il n'y aurait d'autre mal que pour le producteur privé frustré d'un travail individuellement dépensé mais non socialement validé. Il y a plus grave. La forme argent, en tant que moyen de la circulation, si elle facilite les échanges individuels, ouvre la possibilité d'une *crise générale des échanges*.

Nous avons vu que, contrairement à une illusion répandue, les marchandises ne s'échangent pas contre des marchandises en mesurant leur rapport de valeurs par des rapports de prix, mais contre de l'argent, qui s'échange lui-même contre d'autres marchandises. Le cycle de l'échange n'est pas M-M, mais M-A-M. Et cela est conforme à une organisation de la production où « le caractère de valeur des objets est pris en compte dès leur production » : le producteur ne se met pas à exercer son art pour son propre compte quand il a besoin de la valeur d'usage qu'il sait produire, ni même chaque fois qu'il a besoin d'une valeur d'usage précise qu'il pourrait obtenir par l'échange. Même si ce comportement bohème tend hélas à se répandre dans notre belle jeunesse, le comportement normal est de produire pour acquérir par la vente un droit général sur la richesse sociale, puis, argent en poche, choisir de ce qu'on fait avec.

Tel n'était pas le point de vue des classiques qui, indifférents qu'ils étaient à la forme valeur, s'imaginaient un comportement du producteur privé assez différent :

« Nul, disait Ricardo, ne produit, si ce n'est dans l'intention de consommer ou de vendre, et il ne vend jamais si ce n'est pour acheter une autre marchandise qui puisse lui être utile, ou bien puisse contribuer à la production future. Il devient donc nécessairement, en produisant, soit consommateur de sa propre marchandise, soit acheteur et consommateur des marchandises de quelqu'un d'autre. On ne saurait admettre qu'il puisse longtemps être mal renseigné sur les marchandises qu'il peut produire avec le plus grand profit, en vue d'atteindre le but envisagé, c'est-à-dire la possession d'autres marchandises. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il puisse durablement produire une marchandise pour laquelle il n'existe pas de demande. [...] On n'achète des produits qu'avec des produits ou des services, et le numéraire n'est que l'agent au moyen duquel l'échange s'effectue⁶ ! »

sociale, et les rapports qu'elle crée, complètement indépendants de leurs volontés, de sorte que l'indépendance des personnes les unes vis-à-vis des autres trouve son complément obligé en un système de dépendance réciproque, imposée par les choses » (K., I, III, p. 92).

6. D. RICARDO, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Calmann-Lévy, 1970, chap. XXI, p. 230 à 232.

Passage que Marx gratifie d'un commentaire lapidaire dans les *Théories sur la plus-value* : « Ce sont là les bavardages puérils d'un Say qui ne sont pas dignes de Ricardo⁷. »

Cette thèse, dite « loi de Say », selon laquelle toute offre crée sa propre demande, de valeur équivalente, oublie en effet le caractère marchand de l'économie, et, plus particulièrement, que les facilités qu'offre la monnaie sur l'économie de troc (« faire sauter les barrières de l'espace, du temps et des relations d'individu à individu ») ont leur exact revers : « Après avoir vendu, je ne suis forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même temps, ni de la même personne⁸. »

Dès lors s'ouvre la possibilité formelle des crises, dans leur sens spécifique moderne, capitaliste, impensable dans une « économie naturelle », par exemple féodale ou autarcique : celles où coexistent sans parvenir à se joindre des besoins inassouvis et les moyens de les satisfaire. Mais il reste à expliquer pourquoi ceux qui ont de l'argent n'achètent pas et ceux qui achèteraient n'ont pas l'argent. Cela implique la prise en compte de la deuxième coordonnée du mode de production capitaliste, qui introduit la *cause motrice* des crises, la condition réelle. Il importait cependant de saisir le lien étroit qu'entretient la forme prix et la forme crise, avant de passer au chapitre suivant, puisque notre thèse va consister à montrer qu'inflation de boom et inflation de crise (stagflation) ne sont que deux variantes de la régulation des mêmes contradictions.

« Les contradictions que recèle la marchandise, de valeur usuelle et valeur échangeable, de travail privé qui doit à la fois se représenter comme travail social, de travail concret qui ne vaut que comme travail abstrait, ces contradictions immanentes à la nature de la marchandise acquerront dans la circulation leurs formes de mouvement. Ces formes impliquent la possibilité, mais aussi seulement la possibilité des crises. Pour que cette possibilité devienne réalité, il faut tout un ensemble de circonstances qui, au point de vue de la circulation simple des marchandises, n'existent pas encore⁹. »

Elles n'existeront en effet qu'avec la « circulation complexe des marchandises », leur circulation comme capital.

7. Les *Théories sur la plus-value* sont les brouillons de Marx pour un livre *IV du Capital*. Ils ont été collationnés par Kautsky, et traduits de façon fautive une première fois en France sous le titre *Histoire des doctrines économiques* (Éditions Costes). Nous aurons recours à la nouvelle traduction française, aux Éditions sociales, et la désignerons par le sigle *T. P. L.*, suivi du numéro du tome. Cette citation a par exemple pour référence : *T. P. L.*, II, p. 599.

8. *K.*, I, III, p. 97.

9. *Ibid.*

Conclusion de la section I

Dans cette section, nous n'avons pas cherché à établir la validité (ni l'utilité) de la théorie de la valeur travail, si l'on entend par là établir que la valeur a pour substance le travail cristallisé dans la marchandise, et qu'il est utile de mesurer la valeur par le temps de travail nécessaire !

Non pas tant que nous tenions la critique des autres théories de la valeur (utilité-rareté, etc.) pour réglée dans d'autres travaux. Plurôt, nous tenons compte de ce que, dès qu'il s'agit de choses sérieuses (la crise, l'emploi, les échanges internationaux, l'inflation...), nous ne voyons personne — ni homme politique, de gauche ou de droite, ni banquier, ni homme d'affaires, ni même économiste jouant l'un de ces rôles — qui conteste ce que Marx tient dès l'origine pour une évidence : « N'importe quel enfant sait... » (que, par exemple, pour payer la hausse de la rente pétrolière, il faut exporter une partie du travail des producteurs français, et non attendre une modification des utilités marginales).

Mais, surtout, l'objectif principal de cette section était d'en finir avec une lecture réductrice de cette théorie : « la valeur, c'est du travail ». Tout le problème est en effet de comprendre pourquoi le produit du travail prend la *forme* de valeur.

Nous avons montré quelle en était la raison : que le travail social se présente, dans les économies marchandes, comme somme de travaux privés, effectués indépendamment les uns des autres. Que de ce fait la socialisation des travaux privés se réalise par le biais de l'échange de produits, c'est-à-dire *au moyen* d'un rapport entre les choses. Ce rapport des travaux qui prend la forme d'un rapport de choses imprime à celles-ci la forme de valeur.

Ainsi la contradiction social/privé se résout dans le mouvement des échanges, régulé par la loi de la valeur, c'est-à-dire la loi selon laquelle l'allocation et la réallocation du travail social entre unités privées s'effectue en fonction de normes de production et d'échange quantitativement déterminées par le temps de travail socialement nécessaire à la production des objets échangés.

La capacité des marchandises d'être échangées selon une valeur qui leur est inhérente attribue aux choses une propriété qui dérive en fait du rapport entre les hommes. C'est ce que Marx appelle un phénomène de fétichisme. Mais ce fétichisme n'engendre pas des dieux, mais des

propriétés (fantomatiques) des choses¹. C'est pourquoi Marx parlera, de « réification [chosification] des rapports sociaux » et de « personification des choses ». Que la fétichisation prenne la forme de réification dérive donc de la structure marchande (et non communautaire) du travail social. Comme l'écrivit I. Roubine :

« Puisque la possession de choses est une condition pour que s'établissent entre les hommes des rapports de production directs, il semble que ce soit la chose elle-même qui possède la capacité, la propriété, d'établir des rapports de production. Si la chose considérée permet à son possesseur d'entrer en relation d'échange avec n'importe quel autre possesseur de marchandises, elle possède alors une qualité spéciale, l'échangeabilité, elle a une "valeur"². »

Mais cette propriété générale des économies marchandes est la matrice de tous les phénomènes de réification des autres rapports sociaux qui viennent s'articuler avec le rapport marchand : nous verrons qu'il en est ainsi des rapports de propriété ou de possession des moyens de production, de la terre, de l'argent, etc.

« Chaque type de rapports de production donne une "propriété sociale", une "forme sociale" spécifiques aux choses au moyen desquelles des individus déterminés entrent dans des rapports de production directs. Outre son utilisation comme valeur d'usage, comme objet matériel possédant des propriétés déterminées qui en font un bien de consommation ou un moyen de production, c'est-à-dire outre sa fonction technique dans le procès de la production matérielle, la chose considérée possède une fonction sociale : elle est un lien entre les hommes³. »

C'est la raison pour laquelle, tout comme Marx, nous avons dû commencer ce livre par une analyse minutieuse de la forme valeur. Ce n'est que dans la seconde partie, après l'analyse des autres rapports fondamentaux du mode de production capitaliste, que nous reprendrons le fil de ce mouvement de fétichisation-réification, et le développerons jusqu'au « royaume enchanté » que nous nommons « économie exotérique », et qui nous livrera lui-même les clés de la forme inflationniste de la crise actuelle.

1. Dans les modes de production tribulaires centralisés de type asiatique (Égypte et Chine ancienne) ou inca, le caractère social du travail n'est pas maîtrisé par le producteur direct, mais il est organisé par la classe-Etat. Le fétichisme prend alors la forme d'une divinisation de l'empereur et de la caste des prêtres.

2. Le livre d'Isaak Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, rédigé en Russie dans les années 1924-1928, et publié aux Editions Maspéro en 1978 (alors que je mettais au point le manuscrit de ce livre), constitue une remarquable et explicite critique de la conception « réductrice » de la théorie de la valeur. En particulier, la première partie, « La théorie marxienne du fétichisme de la marchandise », anticipe largement sur la critique althusserienne de la conception « humaniste » du fétichisme et de l'aliénation qui fut celle du « jeune Marx », tout en soulignant vigoureusement la pertinence et la nécessité de la théorie du fétichisme dans *Le Capital*.

3. I. ROUBINE, *op. cit.*

C'est dire à quel point nous devons prendre au sérieux ce fétichisme qui donne à la répartition du travail social la forme de valeur des choses, et, pire, de prix des choses. Il ne nous suffit pas de dire que les rapports marchands engendrent cette illusion comme nécessaire⁴. Il faut encore admettre que sans cette illusion la résolution de la contradiction de l'économie marchande (travail social/privé) est impossible, car les producteurs ne peuvent échanger leurs produits. Plus encore : sans la forme de valeur, et plus précisément sans le prix, le concept de substance travail de la valeur devient évanescant.

Prenons une comparaison, que Marx ne renierait sans doute pas : le concept de « température⁵ ». Pour le thermodynamicien, ou l'ingénieur, la température d'un gaz en un point a un sens défini, tout comme le prix d'une marchandise. Si on recherche maintenant la « substance » de la température en cherchant le mouvement réel derrière le phénomène, la mécanique statistique nous apprend que la température en un point n'est autre que l'énergie cinétique moyenne des molécules, dans leurs mouvements de translation désordonnés. Mais, si on rapporte *directement* la température en un point à sa substance, le concept perd tout sens et sa mesure devient impossible : en un point, à un moment donné, il y a une molécule qui n'a pas une énergie cinétique moyenne, mais bien définie, supérieure ou inférieure à la moyenne. Il serait absurde de parler de sa « température individuelle ». La « forme » température n'est le produit que d'un certain type (aléatoire) de mouvement d'un ensemble très grand de molécules, où l'on doit faire abstraction des mouvements individuels, et il est bien possible qu'en un point la mesure des énergies cinétiques diffère systématiquement de la grandeur de la température. Pour paraphraser Marx, c'est même là la beauté de la forme température et des lois de la thermodynamique.

De même, le concept de « valeur » n'a de sens que parce qu'on ne peut pas rapporter une marchandise au travail qui lui est *individuellement* nécessaire. Dans le cas contraire (qui est celui du travail communautaire, ou même celui du travail régi par les normes des corporations féodales), on ne parlerait pas de valeur, mais de temps de travail concret dépensés. Quand, par la suite, nous parlerons pourtant de ce que nous avons appelé la « valeur individuelle » d'une marchandise, il faudra se souvenir pour expliciter le processus d'émergence, à travers la concurrence, de la valeur proprement dite.

4. C'est la position du moins réducteur des auteurs de *Lire Le Capital*, I. RANCÈRE (t. III). Nous dirons notre dette à son égard dans la deuxième partie. Mais J. RANCÈRE, à cette époque emporté par un parti pris extrémiste antisocial (« L'être mystifié est l'attribut essentiel de la notion de sujet »), ne savait pas quoi faire du fétichisme puisqu'il ne prenait pas au sérieux le caractère « privé » de la direction des travaux.

5. Marx parle il est vrai de « pression barométrique », mais ne renvoie pas explicitement à la théorie cinétique des gaz. En revanche, Engels y a recours de façon contestable, et contestée par L. Althusser, à propos du rapport entre l'individu et le mouvement social (lettre à Bloch, du 21 septembre 1890, citée dans *Pour Marx*, p. 117-118. Si Engels avait connu Prigogine...).

La substance valeur n'existe donc pas sans la forme valeur. Mais cette unité n'exclut pas la contradiction. Et nous avons déjà vu se dessiner le germe de cette contradiction entre la forme et la substance de la valeur (qui n'est elle-même que le reflet de la contradiction fondamentale de l'économie marchande). La substance de la valeur, qui détermine sa mesure, est un concept essentiellement global, social et synchronique : elle renvoie à l'allocation *instantanée* du travail *social* sur la « carte » de la division du travail, ou au flux des produits entre les compartiments de cette carte. Au contraire, la *forme de valeur* imprimée aux marchandises, leur valeur d'échange, est une propriété individuelle des marchandises, qui ne se manifeste en acte que dans les ribambelles des échanges successifs, dans la circulation. La forme valeur engendre donc des manifestations dérivées de la valeur, mais locales, individuelles et diachroniques : les *valeurs autonomes en procès*, qui soit se conservent en stock ou en trésor, soit se propagent au travers de métamorphoses. Nous examinerons longuement les plus importantes : les capitaux individuels. Mais, pour cela, il faudra dépasser la stricte considération du caractère marchand de l'économie.

Car nous n'avons rien dit encore de ce que sont les fameuses unités privées où s'engagent des parts du travail social, de ce qu'est l'organisation *interne* de ce travail privé. En fait, si nous avons parlé à ce sujet des « lois de fer de la proportionnalité », du caractère « réglé » de cette division interne, manufacturière, du travail, pour l'opposer au caractère arbitraire de l'engagement du travail privé dans la division sociale du travail. Et c'est justement à partir de cette opposition que nous montrerons la *nécessité* des crises (et pas seulement leur possibilité, que suffit à garantir le caractère marchand de l'économie). Mais, pour cela, il faudra montrer d'abord comment c'est à travers les rapports marchands que sont réunis les éléments qui concourent à la mise en œuvre des travaux privés dans les unités de production indépendantes. Ici encore, il faudra penser en termes de contradiction (unité en lutte), dans la reproduction et la transformation des normes de production et d'échange. Cela suppose en tout cas que soit lourdement soulignée la différence entre la division sociale et la division manufacturière du travail, et nous pourrions difficilement la souligner plus lourdement sans exaspérer le lecteur. Nous devons d'autant plus la souligner que la loi de la valeur a justement pour fonction d'estomper cette différence, en rétablissant la « socialité » des travaux privés. Et nous verrons que le passage à la régulation monopoliste pousse vers la limite la ressemblance ⁶, fondant

6. En fait, la limite est atteinte avec le capitalisme d'Etat. C'est d'ailleurs ce qui a permis, vers la fin des années soixante, le retournement de la critique du capitalisme d'Etat et de la « neutralité des forces productives » en critique de la division du travail dans l'entreprise. Autrement dit, on tenait alors pour acquis que le « socialisme » à la mode stalinienne abolissait l'anarchie du marché, *mais* on des tâches capitalistes, et, dans la société, c'est la séparation entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent.

Réaction profondément saine contre le révisionnisme, mais unilatérale.

ainsi l'illusion théorisée tant par les idéologies althusseriennes de la « reproduction » que par les thèses opératives de la « société-usine ». Saisir la différence est d'autant plus crucial que l'opposition entre l'indépendance des unités économiques et l'organisation manufacturière du travail constitue la base matérielle de l'idéologie bourgeoise de la liberté⁷ opposée au collectivisme :

« Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail, la condamnation à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste, de réglementation *haus cris* et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production ! Elle dénonce toute tentative de ce genre comme une attaque contre les droits de la Propriété, de la Liberté, du Génie du capitaliste. "Voulez-vous donc transformer la société en une fabrique ?", glapissent alors ces enthousiastes apologistes au système de fabrique. Le régime des fabriques n'est bon que pour les prolétaires ! »

Or il faut bien reconnaître que, pour l'écrasante majorité de ceux qui se sont voutus (parfois sincèrement) les héritiers de Marx, le passage du capitalisme au « socialisme achevé » n'a rien signifié d'autre que la tentative de généraliser à la société le despotisme des fabriques. Et je ne pense pas seulement à ceux qui ont partagé avec Staline la responsabilité de la conduite du Parti communiste d'Union soviétique, mais également à leurs critiques trotskystes⁸ et aux épigones de Mao Tse-toung, tel Teng Siao-ping. Non seulement la structure interne despotique des unités de production n'a pas été abolie avec la suppression de la propriété juridique privée, mais encore la coordination sociale des travaux privés (engagés dans les entreprises devenues propriété de l'Etat) n'a fait mine d'échapper à l'« arbitraire déréglé » et à l'« anarchie » de la médiation par le marché que pour se réaliser par la médiation tout aussi anarchique et arbitraire des commissaires au Plan⁹. La « communauté des libres producteurs associés » s'est réalisée sous la forme du « socialisme des casernes » !

7. « La liberté du renard libre dans le poulailler libre », disait Lamennais. Mais le problème est de savoir pourquoi il y a tant de poules qui préfèrent cette liberté-là. Car il n'y a pas que la petite bourgeoisie intellectuelle qui lit les nouveaux philosophes : il y a tous les producteurs indépendants qui préfèrent « courir leur chance », et tous les salariés qualifiés qui rêvent de se mettre à leur compte... ou qui monnaient leur qualification. Sous un aspect ou un autre, le prolétaire reste encore un « petit producteur ». C'était l'un des principaux aspects de la campagne lancée en Chine en 75-76 contre le « droit bourgeois » et sa base sociale, « la petite production ». Même s'il s'agissait souvent d'une « petite production sans petit producteur », selon le mot de M. Luccroni (« Enquête à la campagne : la tendance capitaliste de la petite production aujourd'hui en Chine », *Les Temps modernes*, juillet 1976).

8. K., I, XIV, p. 263.

9. Trotsky, à la direction du Tséktran, et lors du communisme de guerre, joua même un rôle précurseur. Voir Lévine, *À nouveau les syndicats et les erreurs de Trotsky et Bonkharine*, Œuvres complètes, Editions de Moscou, t. XXXII.

10. La critique de la division capitaliste du travail dans les usines des pays de l'Est n'est plus à faire. D'ailleurs, elle n'a jamais été contestée, Lévine lui-

La division sociale du travail ne peut-elle donc être médiatisée que « d'en haut » (si l'on veut abolir la médiation par le marché) ? Apparemment, rien ne s'oppose logiquement à ce qu'il en soit autrement : que les producteurs décident eux-mêmes de ce qu'ils veulent produire et comment !. En réalité, tout s'oppose concrètement, historiquement, à ce qu'il en soit autrement. Héritage des cloisonnements (géographiquement matérialisés) de la division du travail, poids des habitudes, idéologie individualiste du « dominant, dominant » : voilà la vieille gadoue où sont venus s'enliser jusqueici les rêves utopiques du projet communiste, qui court de Münzer à Tchang Tchouen-kiao en passant par Fourier, Marx, Lénine (oui !) et Mao. Et voilà pourquoi ceux qui poussaient le plus à

même pensant que la généralisation du taylorisme pourrait avoir un rôle libérateur pour la classe ouvrière russe (voir R. LHMART, *Lénine, les Paysans, Taylor, Seuil*, 1976).

Ce qui est moins bien perçu, c'est que la « planification » soviétique n'est pas une véritable socialisation, même « par en haut ». Les directives et normes adressées par le Plan aux entreprises ne se distinguent que par la forme des engagements a priori du travail social (en fonction des prix de marché) par les entrepreneurs privés du capitalisme classique. Il en sera ainsi tant que les producteurs directs resteront séparés des moyens de production et auront accès à la disposition de ceux-ci en tant que salariés et à leur produit en tant que consommateurs ; tant que les unités économiques resteront en fait « indépendantes a priori ». Mais cette différence de forme (le Plan opposé au marché comme « espace de représentation » de la socialité des travaux privés) engendre de sérieuses différences quant à la forme de la crise elle-même. Faute de mesurer le caractère réellement marchand de l'économie « planifiée » soviétique, on peut être tenté de la considérer comme un mode de production spécifique, de type tributaire, avec séparation « verticale » (dirigeant/dirigé) mais sans séparation « horizontale », marchande, des unités de production : une société d'exploitation, mais pas capitaliste.

Voir sur ce point :

— Les travaux cités de Ch. Bettelheim.

— Le débat de P. SWEZZY et B. CHAVANCE, *Les Temps modernes*, février 1978.

— L'article de P. GUISSANT, « Sur le concept de capitalisme monopoliste d'Etat », *Communisme*, n° 25-26.

— Les travaux de B. Chavance sur la critique de l'économie politique du socialisme (à paraître).

Signations enfin le travail de pionnier d'I. JOSHTU, « Organisation et Rapports de production d'une économie en transition (Cuba) », *Problèmes de planification*, n° 10, E. P. H. E., 1967.

11. Les économistes libéraux ont montré, à la suite d'Arrow, qu'il n'y a pas de « borne » formule de vote démocratique pour agréger les préférences individuelles en préférences collectives. Mais on ne doit pas faire abstraction de l'effet en retour de l'appartenance à une même communauté sur la structure des préférences individuelles. Encore faut-il qu'il n'y ait pas de différence d'intérêt au sein de la communauté des travailleurs, sinon il faut donner la priorité à la classe ouvrière par opposition par exemple aux cols blancs. C'est la raison pour laquelle les théoriciens du Groupe de Changhaï refusaient l'autogestion « unité par unité » et affirmaient, pendant la Révolution culturelle, que « la classe ouvrière doit diriger en tout » (Yao Wen-yan).

Ces deux principes, justes, d'une « démocratie des producteurs » (prise en compte de l'intérêt communautaire dans les désirs individuels, hégémonie de la classe ouvrière) peuvent évidemment camoufler des pratiques totalitaires, ou du moins être critiqués comme tels ; et c'est un des thèmes de la critique de Lin Piao par le Groupe de Changhaï d'une part, de celui-ci par les épigones de Mao d'autre part.

l'abolition de la monnaie, à la « marche au communisme » et à la révolution des consciences qui la rend possible courent le plus nettement le risque de reconstruire... la société inca, le totalitarisme intégral de l'Etat médiateur qui semble fleurir au Cambodge. Et même ceux qui eurent le plus précisément conscience des difficultés et abordèrent la question avec la plus grande prudence n'ont pas su éviter les coups des technocrates « libéraux » mobilisant les angoisses de la majorité silencieuse¹². Car ceux qui, derrière les Teng Siao-ping, ont pour mot d'ordre « Enrichissez-vous, je m'occupe du reste » auront encore pour longtemps la majorité. Eux ne risquent pas d'étendre inconsiderement le despotisme des fabriques à toute la société. Ils se contentent de le consolider dans les fabriques.

Et pourtant, pour en finir avec le capitalisme, il ne suffira pas d'abolir les rapports capitalistes dans l'usine, problème sur lequel la Révolution culturelle chinoise a apporté les réponses les plus avancées de l'histoire « réelle ». Il faudra aussi abolir les rapports marchands dans la société. Question que la révolution chinoise avait seulement commencé à poser.

¹² Je pense bien sûr à Mao Tsé-toung et aux théoriciens du Groupe de Changhaï, en particulier à Tchang Tchouen-kiao. La comparaison de son texte cité de 1958, *Eliminer l'idéologie du droit bourgeois* (qui en appelait unilatéralement au retour au communautarisme de Yenan) et de son célèbre article de 1975 (*La Dialectique intégrale sur la bourgeoisie*) est d'ailleurs significative, puisqu'il insiste en 1975 sur la base matérielle (qu'on ne peut que « réduire ») de la persistance des rapports marchands, se défend de souhaiter un passage précipité au communisme et accuse la droite de fomenter un vent artificiel de « communisation » pour discréditer, par des excès, la ligne de gauche !

Rappelons qu'à l'époque heureuse de Che Guevara une autre « ligne de gauche » avait lancé Cuba dans l'expérience de Raoul Castro.

Pour un bilan critique de l'apport maoïste sur ces problèmes, voir « La Dialecture du prolétariat », *La Commune*, n° 2, et quant à l'aspect spatial de la division du travail) la conclusion de mon livre *Le Capital et son espace*, op. cit.

Rappelons par ailleurs que l'expérience cubaine avait déjà fait l'objet d'un semblable débat entre Ch. BETTELHEIM et P. SWEZZY, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, 1972.